

La vulnérabilité socio-économique à Lima, une étude à travers les *asentamientos humanos*

Camille MICHEL, Sébastien OLIVEAU

Aix-Marseille Université, Espace UMR 7300

La vulnérabilité est un terme polysémique. De nombreuses définitions sont proposées, mais elles varient selon le champ disciplinaire qui l'étudie. Initialement employée pour analyser les risques, ses approches se sont diversifiées. C'est dans les années 1990, qu'apparaît la vulnérabilité sociale dans les études en géographie (Veyret et Reghezza, 2006). Celle-ci concerne une certaine fragilité, dépendant de facteurs socio-économiques, politiques, juridiques, culturels, etc.

À partir de 2000, avec l'adoption des *Objectifs du Millénaire* par l'Onu, l'« éradication de l'extrême pauvreté et de la faim » devient un enjeu majeur. C'est dans ce contexte qu'émerge le thème de la vulnérabilité dans les études sur le développement, à travers les analyses économiques de la pauvreté (Bidou et Droy, 2012). La réduction des inégalités est alors perçue comme une solution face au risque d'exclusion. Le principe d'équité et d'égalité d'accès au logement permettrait par exemple de ne pas aboutir à des situations d'exclusion de certains groupes de population en ville (migrants notamment) et d'injustice sociale et spatiale.

La pauvreté est alors envisagée comme une dimension importante de la vulnérabilité, mais dans le cas d'études portant d'abord sur la vulnérabilité aux risques naturels : « *La problématique des risques d'origine naturelle ou anthropique pose d'emblée la question du niveau de développement et de la pauvreté comme étant des dimensions déterminantes de la vulnérabilité* » (Courret et Metzger, 2009 : 10). Envisager la pauvreté, c'est alors analyser la vulnérabilité dans ce qu'elle est transversale aux différents risques.

Nous étudions ici la vulnérabilité sociale sur un terrain spécifique : Lima, capitale du Pérou. Dans un premier temps, notre intérêt en tant que géographes sera de pouvoir cartographier la vulnérabilité en vue de déterminer les espaces de vie des populations vulnérables. Nous pourrions ainsi mettre en évidence des espaces supports de situation de vulnérabilité. L'hypothèse sous-jacente étant que, au-delà d'être supports, ces espaces deviennent eux-mêmes facteurs de vulnérabilité.

Nous souhaitons donc localiser les populations, mais aussi mettre en regard cette localisation avec la situation dans la ville, autrement dit croiser la vulnérabilité des populations et celle des espaces. On constate en effet que la pauvreté comporte généralement une forte composante spatiale, à savoir que les populations les plus pauvres ont tendance à vivre majoritairement dans les quartiers les plus précaires (Herrera et Roubaud, 2003).

À ce titre, nous pouvons évoquer l'idée de Ravallion selon laquelle les zones les plus pauvres ne se caractérisent pas seulement par la concentration de populations pauvres mais que ces populations restent plus pauvres aussi parce qu'elles occupent ces espaces, ce qui nous renvoie au concept de piège spatial à pauvreté (Jalan et Ravallion, 1997).

1. Lima : une nécessaire contextualisation

1.1. Crise et urbanisation dans les pays latino-américains

Les pays d'Amérique du Sud se caractérisent par une urbanisation importante et qui s'est faite rapidement aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Cette urbanisation a continué de s'accroître et ses effets positifs (amélioration des conditions de vie, développement de l'éducation, etc.) ont fini par être remis en cause, amenant certains auteurs à parler de sur-urbanisation (« *overurbanization* », Gugler, 1997). Dans le même temps, ces pays connaissent des difficultés d'émancipation du point de vue économique : le secteur formel peine à se mettre en place. *A contrario*, le secteur informel se développe plus encore avec la crise de la dette en 1982.

Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) imposent alors un remède d'inspiration néolibérale aux économies jugées malades. Les plans d'ajustements structurels visent à redresser l'économie par l'assainissement des finances publiques et la maîtrise de l'inflation. Le principal résultat de ces programmes est une libéralisation brutale des systèmes économiques, une dérégulation des économies et un désengagement rapide et prononcé des États dans le secteur public, favorisant les privatisations (Fernandez-Maldonado, 2002).

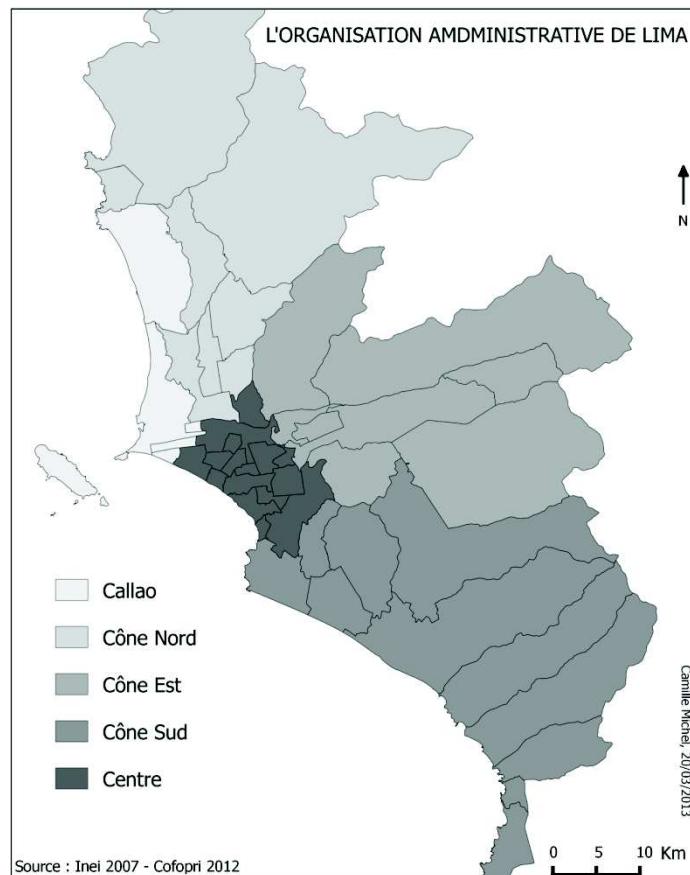
Les conséquences de ces changements économiques sont énormes, les économies nationales sont fortement déstabilisées. Les services publics sont touchés par des vagues de privatisation, aussi bien dans les transports que dans la santé ou les services (adduction d'eau). En parallèle, on constate un gel des salaires et des licenciements massifs. *De facto*, des franges importantes de la population se trouvent fragilisées. Ces politiques ont finalement aggravé la situation de la pauvreté et développé encore plus la marginalité et creusé les inégalités. Absence de régulation et précarisation des individus ont entraîné une expansion des villes informelles (Davis, 2004) et ont contribué à accentuer la vulnérabilité des individus.

1.2. Poussée de population et contraintes géophysiques

Coincé entre l'océan Pacifique et la Cordillère des Andes, le Pérou a une superficie de 1 285 220 km² (soit deux fois celle de la France) pour 29 millions d'habitants (en 2008), soit une densité de seulement 22 hab./km². Les habitants sont néanmoins très inégalement répartis, puisque près d'un tiers résident dans la capitale, Lima.

L'agglomération de Lima est composée de deux provinces, celle de Lima, elle-même constituée de 43 districts, et celle de Callao, avec 6 districts. Ces deux provinces forment un *continuum* urbain de 49 districts s'étendant sur 2 859 km² et regroupant près de 9 millions d'habitants (soit une densité de 3 141 hab./km²).

CARTE 1 : L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE LIMA



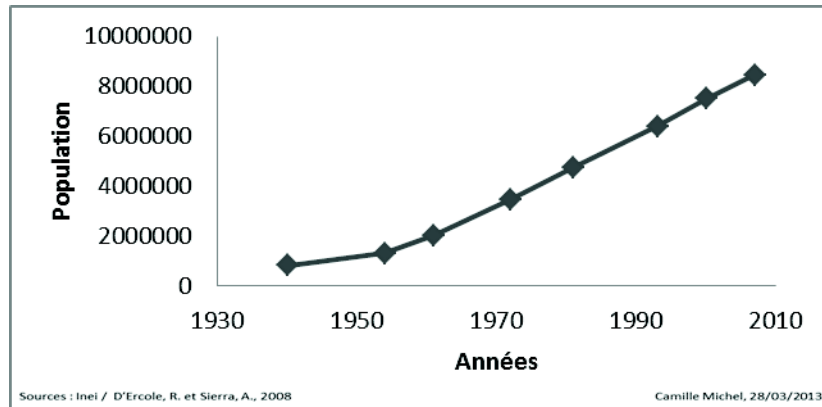
La macrocéphalie urbaine est donc maximum, avec un indice de primatie de l'ordre de 10,2¹. Le réseau urbain est totalement déséquilibré, entraînant des inégalités de développement criantes, la capitale regroupant évidemment l'essentiel des activités économiques du pays. Le Pérou apparaît néanmoins en Amérique latine comme un pays qui réussit, et son taux de pauvreté² diminue rapidement, même s'il est encore de presque 30 % en 2011 (source : Inei).

Dans ce cadre, il devient nécessaire de revenir sur la croissance de la ville. En 1940, Lima compte 600 000 habitants. La population triple en 20 ans (1,85 million d'habitants en 1961) et double quasiment pendant la décennie suivante (3,3 millions en 1972). Si la croissance ralentit ensuite, elle reste très forte et explique les plus de 9 millions d'habitants comptés aujourd'hui (figure 1).

¹ Pour mémoire, l'indice de primatie est le rapport de la population de la première ville à la population de la deuxième.

² Pauvreté monétaire évaluée en fonction d'une ligne de pauvreté située à environ 3\$/habitant/jour.

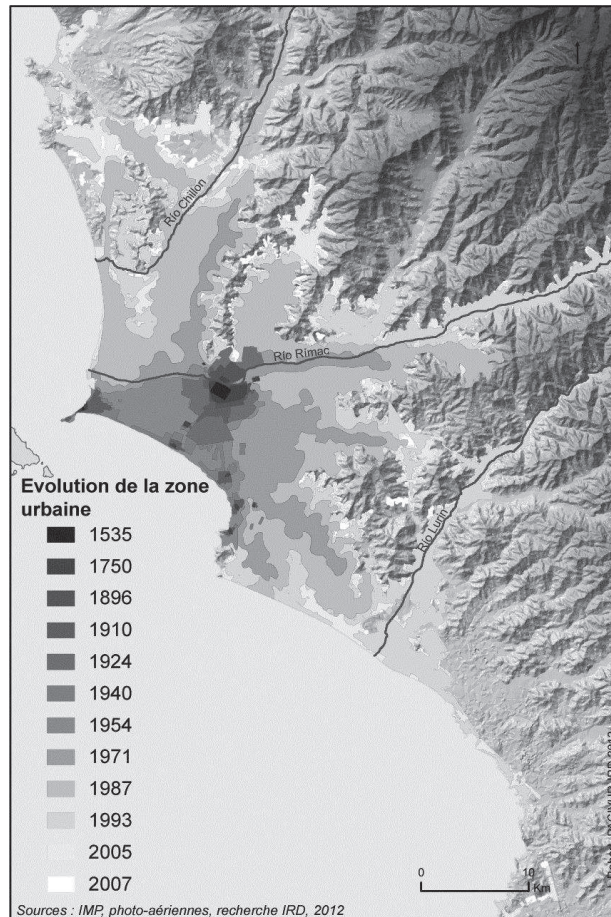
FIGURE 1 : LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE DE LIMA



L'accroissement très rapide de la population urbaine est lié à un exode des populations rurales venues des montagnes andines et fuyant la crise du monde agricole. D'après Jean-Claude Driant (1989), ces mouvements ont compté pour moitié dans la croissance de la ville entre 1940 et 1972. On imagine fort aisément que cet afflux massif de migrants pauvres a entraîné une rapide asphyxie du système urbain liménien : problèmes de transports, d'adduction d'eau, d'évacuation des déchets, etc.

Outre ces problèmes liés à l'arrivée de nouvelles populations – qui ne s'est d'ailleurs pas encore arrêtée –, le site de la capitale péruvienne présente des particularités physiques particulières. Située sur le littoral pacifique au pied de la Cordillère des Andes, Lima est littéralement prise en étau entre mer et montagne. À la jonction de trois vallées, la géomorphologie contrastée de son site influence fortement la structure foncière de l'agglomération (Driant, 1989), freinant les possibilités d'extension physique de la ville. Certaines zones sont soumises à d'importantes érosions au niveau des falaises ou des collines ceinturant la ville (les « *Cerros* »). La carte 2 présente l'emprise du bâti urbain et on y lit très bien les talwegs qu'empruntent les trois rivières, Rio Rímac, Chillón et Lurín.

CARTE 2 : L'AGGLOMÉRATION DE LIMA DANS LE TEMPS (ROBERT, 2012)



Enfin, on doit évoquer la situation particulière de la ville à la verticale de la zone de subduction de la plaque tectonique de Nazca qui explique la grande instabilité sismique : séismes et tsunamis menacent la ville et l'ébranlent régulièrement. Entre glissements de terrain locaux et séismes, les risques physiques sont une composante essentielle de la ville (Robert, 2012), contrainte supplémentaire appliquée à l'espace urbain, qui doit déjà faire face à l'augmentation continue de sa population.

2. Les *Asentamientos Humanos* de Lima : des espaces de vulnérabilités

2.1. L'habitat informel : développement et légalisation

Cet afflux de population a entraîné une forte demande de logement, à laquelle la municipalité n'a pas su répondre par une politique de logement adaptée, notamment pour la population ayant un faible revenu. Par son passé de ville coloniale, la capitale présentait depuis sa création, en 1535, des inégalités, notamment une ségrégation entre les colons et les indigènes, qui se traduisait spatialement par la séparation des deux groupes dans la ville. Cette situation de ségrégation a perduré.

Lima se caractérise ainsi par la présence de deux types d'urbanisation : l'urbanisation conventionnelle, qui constitue la partie formelle de la ville, et l'urbanisation informelle, située plus en périphérie. Ce second type d'habitat apparaît dans les années 1930. Il se localisa dans un premier temps à proximité du centre, puis s'éloigna progressivement vers des périphéries de plus en plus lointaines. Ce mode d'accès au sol et au logement a été considéré par les politiques publiques comme une solution économiquement et socialement acceptable. Elles soutenaient, ou du moins laissaient faire, l'invasion de terrains par la population exclue du marché foncier.

À partir des années 1980, l'ensemble des terrains plats et urbanisables ont fini par être occupés. L'urbanisation de la capitale a atteint ses limites géographiques. L'occupation de nouvelles terres s'effectue depuis au-delà de la frontière urbaine, sur des terres à la topographie prononcée (Barreda et Ramírez Corzo, 2004). Éboulements et glissements de terrains constituent des risques supplémentaires pour les populations présentes.

C'est ainsi que s'est développé l'habitat informel (Riofrío, 2003). Cette forme de logement est aujourd'hui une des marques principales de l'espace urbain de la capitale, et porte le nom d'*Asentamientos Humanos* (littéralement « établissements humains »). Jean-Claude Driant les définit comme « un groupement de logements formé par l'occupation d'un terrain par des familles à leur propre initiative ou à celle des pouvoirs publics. Le terrain ne bénéficie, au moment de son occupation, d'aucune habilitation urbaine à l'exception, dans certains cas, d'un simple tracé de lotissement » (Driant, 1989).

On peut faire un parallèle avec les bidonvilles que l'on trouve ailleurs dans le monde. Ils étaient anciennement connus sous le nom de *Barriadas* (dans les années 1930-1940) et de *Pueblos Jóvenes* (dans les années 1970). Il s'agit d'un mode d'urbanisation en plusieurs étapes. L'accès au sol se fait d'abord essentiellement par invasion de terrains, puis vient la construction de logements et enfin les services de base (eau, électricité...). Il peut même s'ensuire une régularisation par les autorités de la ville.

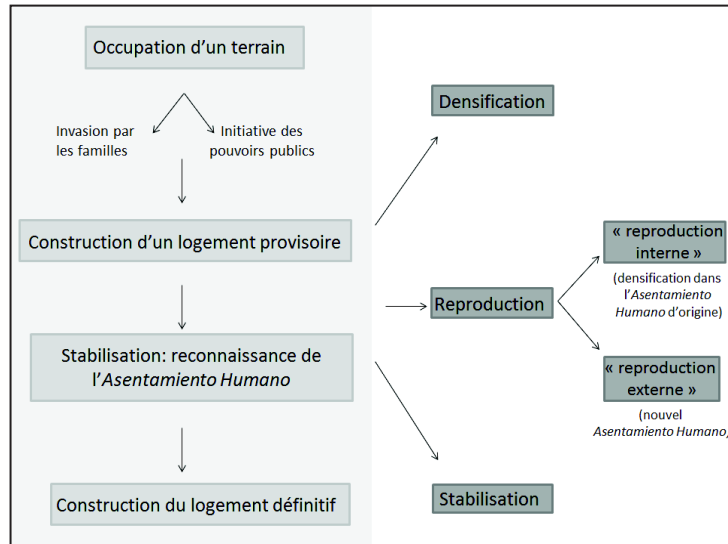
Ce mode de peuplement se caractérise par quatre étapes majeures de développement :

- l'organisation de l'occupation des terrains, qui peut être issue d'une organisation collective de familles, d'une initiative des pouvoirs publics ou de la conjonction des deux. Un groupe de population se concerta et décida de l'invasion d'un terrain et des modalités d'invasion ;
- l'occupation d'un terrain non viabilisé, suivie de la construction d'un logement d'abord provisoire ;
- la stabilisation de la propriété par la reconnaissance de l'existence de *l'Asentamiento Humano* par les autorités, qui garantit l'autorisation de son emplacement et limite en partie le risque d'expulsion ;
- la construction du logement définitif.

Une fois créés, ces quartiers montrent trois formes principales d'évolution :

- une densification à l'intérieur même des logements liée à la croissance démographique interne, non relayée par une production suffisante de logements ;

FIGURE 2 : LES ÉTAPES DE DÉVELOPPEMENT ET D'ÉVOLUTION DES *ASENTAMIENTOS HUMANOS*



- une consolidation, c'est-à-dire un processus d'amélioration des quartiers et des logements par l'auto-construction, voire un processus de transformation du quartier (légalisation, services publics tels que l'eau, l'électricité...) et de la parcelle (construction de logements définitifs) ;

- une reproduction de ces quartiers par la nouvelle population des *Asentamientos Humanos*. Celle-ci peut se faire selon deux modalités, soit dans l'*Asentamiento Humano* d'origine, par un processus de densification, ce que Driant nomme « reproduction interne », soit par la formation d'un nouvel *Asentamiento Humano*, la « reproduction externe ».

Actuellement, la dynamique dominante au Pérou est celle de la formalisation et de la titularisation des terrains d'urbanisation informelle. En 1996, sous le gouvernement d'Alberto Fujimori, a été mis en place un programme massif de titularisation de terrains en accord avec la Banque mondiale. C'est ainsi que fut créée la Cofopri, Commission de formalisation de la propriété informelle. La mission de cet organisme est de formaliser les quartiers où sont implantés des *Asentamientos Humanos* et de titulariser chacun des lots en délivrant des titres de propriété individuels aux habitants. Au terme du processus, l'ensemble du quartier est formalisé, c'est-à-dire qu'il fait partie intégrante de la ville formelle. Mais ce programme n'inclut pas de mesures directes pour améliorer la qualité des logements. Les actions de la Cofopri se limitent donc seulement à l'aspect légal de la propriété.

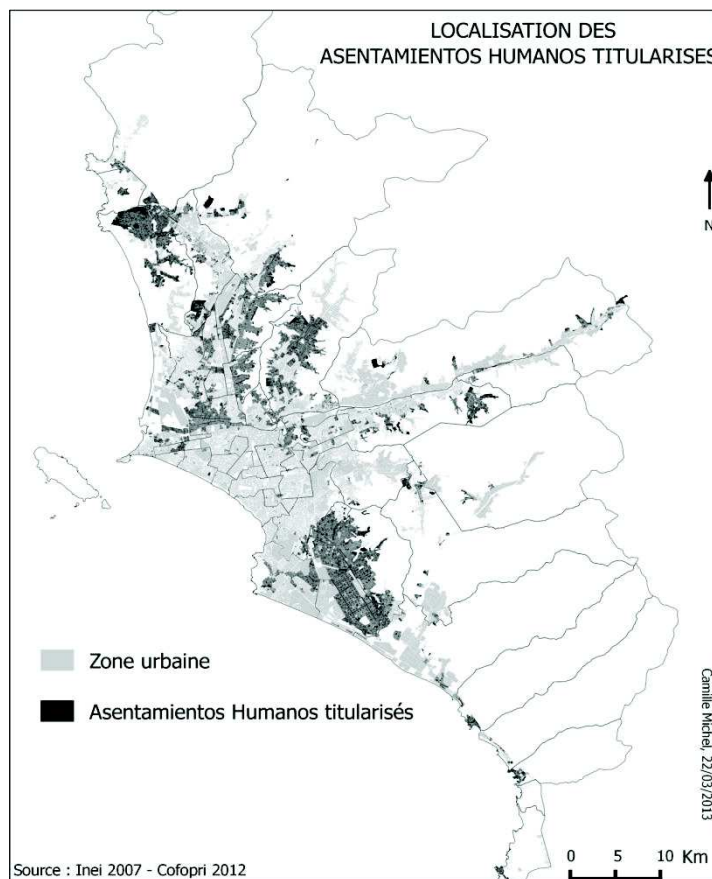
La politique de titularisation permet ainsi aux habitants des *Asentamientos Humanos* d'être reconnus comme propriétaire des terres qu'ils occupent en leur attribuant un titre de propriété inscrit dans un registre public. Cette politique devrait avoir des effets positifs sur la

population : en levant l'incertitude liée à la propriété, elle permet à terme l'amélioration de la qualité des logements et l'accès au crédit. Elle a néanmoins son revers : en légalisant les *Asentamientos Humanos*, elle risque de favoriser leur expansion.

2.2. Les principales caractéristiques des *Asentamientos Humanos*

Les *Asentamientos Humanos* représentent près de la moitié des logements et constituent de fait un élément essentiel de l'espace urbain de la capitale. Les différents quartiers où ils sont présents depuis plus d'un demi-siècle ont connu des évolutions diverses. Cela pose évidemment la question de la définition des *Asentamientos Humanos*, qui reste la même quel que soit leur degré de développement. Aussi doit-on rester prudent avec ce terme englobant des situations qui peuvent grandement varier : quartiers extrêmement précaires qui concentrent une grande pauvreté d'une part, quartiers où le niveau de consolidation est élevé, avec des constructions en dur et la présence de services publics d'autre part. Il serait donc souhaitable de distinguer au moins deux types d'*Asentamientos Humanos*, ceux qui sont « consolidés » et ceux qui ne le sont pas. Par ailleurs, l'étude présentée porte uniquement sur les *Asentamientos Humanos* titularisés par la Cofopri, par manque d'accès à d'autres données (voir la carte 3 pour leur localisation).

CARTE 3 : LOCALISATION DES *ASENTAMIENTOS HUMANOS* DANS LA VILLE



La Cofopri a recensé 3 415 quartiers d'*Asentamientos Humanos* titularisés à travers la ville, ce qui représente près de 36 000 *manzanas*¹ sur les 80 000 que compte la ville.

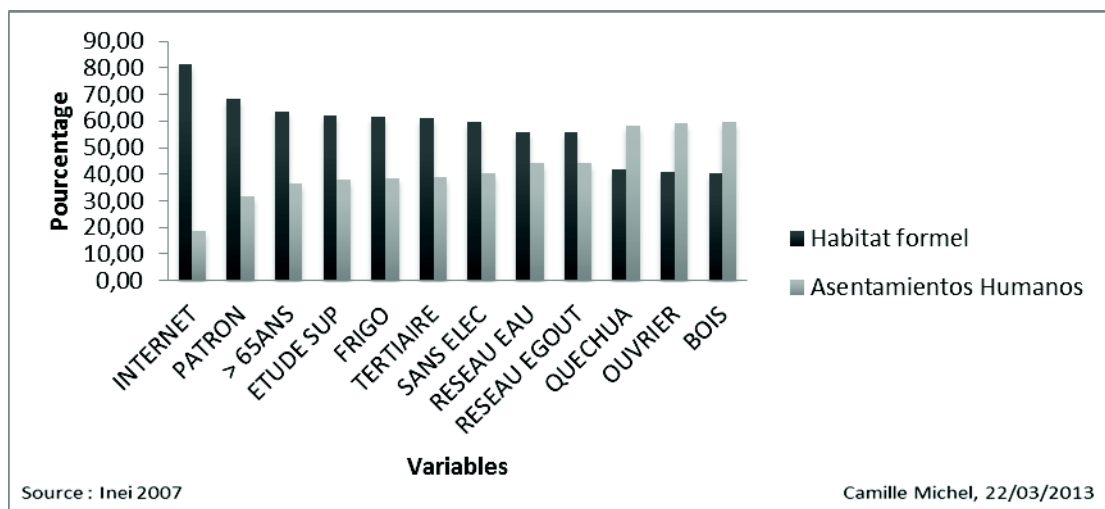
Ils représentent à eux seuls 120 km², soit 25 % de la surface de la ville et, selon une estimation, entre 40 % et 45 % de la population totale (plus de 3 500 000 personnes).

Majoritairement situés dans les cônes Nord, Sud et Est et en périphérie lointaine, on en trouve cependant au centre de la ville. C'est notamment le cas de la Margen Izquierda del Rio Rimac (MIRR), située à côté du centre historique et qui concentre 60 000 personnes dans des conditions de vie très précaires (D'Ercole et Sierra, 2008).

Pour se donner une idée plus précise de ce que recouvre la réalité des *Asentamientos Humanos*, la figure 3 compare les caractéristiques de ces quartiers avec celles des quartiers formels. Que l'on s'intéresse à l'équipement public (accès aux réseaux), privé (équipement) ou aux caractéristiques socio-économiques (éducation, emploi, groupe social) des individus qui y résident, les différences sont significatives.

Le contraste entre le centre de la métropole, qui possède le plus de logements équipés de services publics et une population plus favorisée, et la périphérie, qui concentre de nombreuses inégalités au niveau de l'habitat comme de la population, est frappant.

FIGURE 3 : COMPARAISON DES *ASENTAMIENTOS HUMANOS* ET DE L'HABITAT FORMEL



3. Cumul de vulnérabilités

3.1. Pauvreté et précarité dans Lima

L'objectif de ce travail est d'évaluer les vulnérabilités sociales à Lima, l'hypothèse sous-jacente étant que les *Asentamientos Humanos* les concentrent et constituent de fait des

¹ Les *manzanas* constituent la brique de base du recensement péruvien. Ils regroupent les logements contenus dans un îlot de bâti.

espaces de vulnérabilité identifiés. Dépassant la simple comparaison de données présentées sur la figure 3, nous avons mesuré la pauvreté relative des *manzanas* afin de déterminer des degrés de pauvreté à travers la ville. C'est ainsi une nouvelle lecture, plus fine, des inégalités sociales dans l'espace qui va s'offrir à nous. La méthodologie utilisée, classique en analyse spatiale (Pumain et Saint-Julien, 2001), est robuste : il s'agit d'une analyse en composantes principales (ACP)¹ qui permet de hiérarchiser les principaux facteurs, puis de proposer une évaluation des quartiers selon leur profil de vulnérabilité.

L'ensemble des données utilisées dans cette étude provient de deux sources : le recensement de la population de 2007 effectué par l'Inei, qui porte sur la population et les logements ; les données de la Cofopri, qui recense les *Asentamientos Humanos* titularisés².

La fusion de ces deux fichiers nous a permis d'obtenir une base de données géographiques comprenant 80 242 individus renseignés par 62 variables. Cette base agrégée permet d'établir, pour chaque *manzana*, s'il appartient à un *Asentamiento Humano* ou non. Au final, 22 variables ont été retenues, qui décrivent le logement, l'équipement public et les caractéristiques des populations (tableau 1³).

TABLEAU 1 : VARIABLES CARACTÉRISTIQUES DE L'ACP

Logement					
<i>Propriété du logement</i>	<i>Matériaux</i>	<i>Approvisionnement en eau</i>	<i>Hygiène</i>	<i>Équipement</i>	
Invasion	Béton Bois	Réseau d'eau Camion-citerne	Latrine	Frigo Ordinateur Internet Électricité	
Population					
<i>Âge</i>	<i>Langue</i>	<i>Éducation</i>	<i>Activité</i>	<i>Emploi</i>	<i>Assurance</i>
1-14 ans > 65 ans	Hispanophone Quechua	Sans niveau Etude supérieure Analphabète	Industrie Tertiaire	Employé Ouvrier	Sans assurance santé

Sources : données du recensement et Cofopri.

Le premier axe de l'ACP résume à lui seul 46,4 % de l'information (et les deux premiers axes, 58,6 %). Il oppose d'un côté une population hispanophone et âgée, ayant fait des études supérieures, qui travaille dans le secteur tertiaire, habite des logements en béton et

¹ Afin de respecter les différences démographiques entre *manzanas*, toutes les analyses sont pondérées par la population des unités.

² Cette collecte a été effectuée lors d'un stage de Camille Michel au sein du programme Pacivur (IRD-IFEA) à Lima, sous la direction de Pascale Metzger.

³ La base de données indique, pour chaque *manzana*, le pourcentage de personnes correspondant à chaque modalité.

a accès au service public d'eau, et est bien équipée d'ordinateur(s), avec accès à internet ; de l'autre une population ouvrière travaillant dans le secteur industriel, sans éducation, analphabète et jeune, vivant dans des logements en bois, approvisionnés en eau par camion-citerne et sans électricité (tableau 2).

TABLEAU 2 : LES VARIABLES DISCRIMINANTES DU PREMIER AXE DE L'ACP

Variables de niveau de développement élevé	Variables de niveau de développement faible
secteur tertiaire études supérieures employé hispanophone population âgée logement en béton service d'eau public ordinateur internet frigo	secteur industriel sans niveau d'éducation analphabète ouvrier quechua population jeune logement en bois camion-citerne Sans électricité logement par invasion sans assurance latrine

Sources : données du recensement et Cofopri.

Cet axe renseigne donc bien sur la pauvreté et la richesse relatives des *manzanas*. Il met en évidence les groupes socio-économiquement vulnérables. La carte 4 présente leurs localisations dans la ville.

Sur cette carte apparaît nettement une organisation aréolaire, qui oppose le centre de la métropole et sa périphérie. Les populations sans vulnérabilité économique (les plus aisées) se regroupent dans le centre, tandis que les populations vulnérables sont en périphérie, suivant un gradient qui associe vulnérabilité socio-économique et éloignement. À l'interface se trouvent les populations dont le niveau de vie est moyen.

La superposition de cette carte avec celle des *Asentamientos Humamos* (carte 3) montre une forte coïncidence. On peut donc déjà conclure que les plus pauvres sont aussi les plus précaires du point de vue foncier, cumulant donc deux formes de risque. Par ailleurs, une analyse des inégalités spatiales dans la ville (Michel, 2012) a montré que les deux groupes les plus ségrégués étaient les Quechuas (migrants andins) et les ouvriers. Or, ces deux groupes se localisent justement dans ces périphéries.

CARTE 4 : VULNÉRABILITÉ SOCIO-ÉCONOMIQUE À LIMA

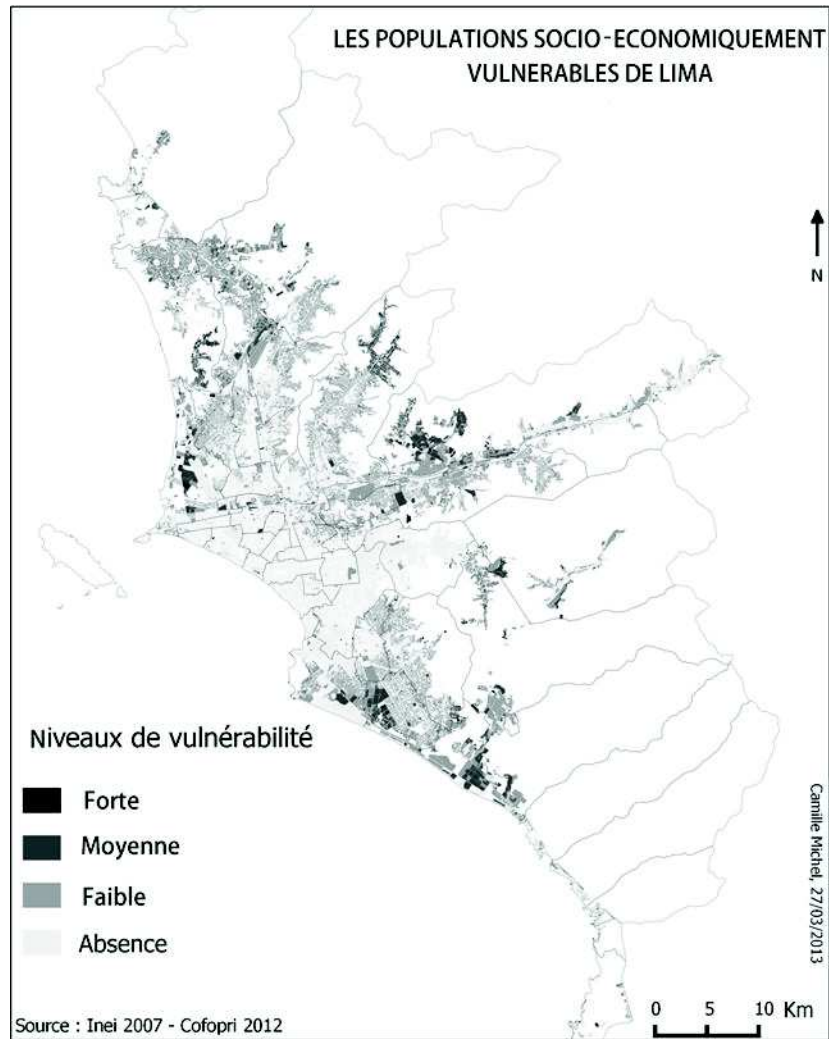
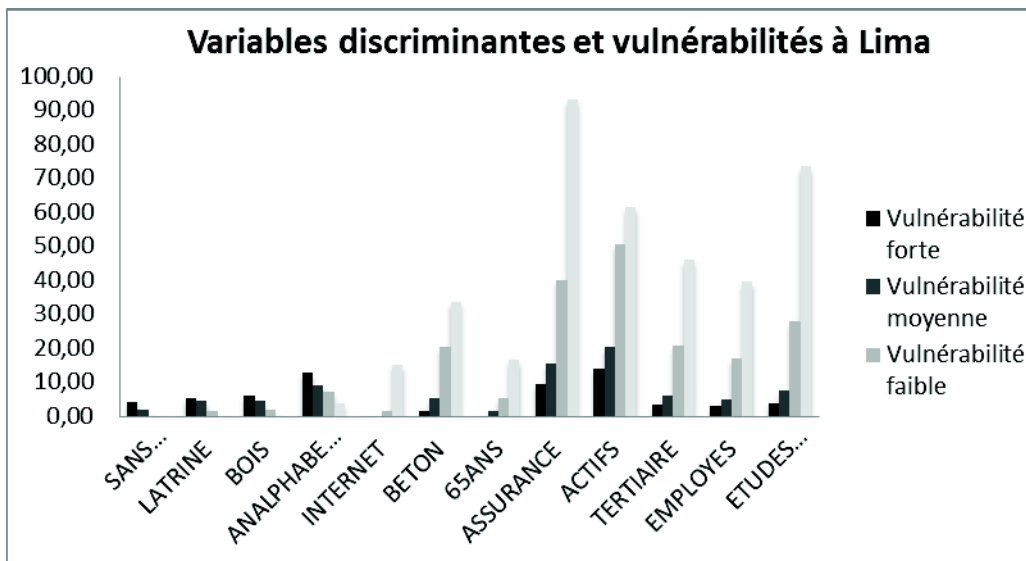


FIGURE 4 : CARACTÉRISTIQUES DES GROUPES SOCIO-ÉCONOMIQUEMENT VULNÉRABLES À LIMA



Les *Asentamientos Humanos* sont donc des espaces qui cumulent pauvreté, précarité et exclusion, rendant leurs populations vulnérables.

3.2. Les *Asentamientos Humanos* concentrent les vulnérabilités

Les populations concernées par la vulnérabilité évoluent dans le temps. Il s'agit initialement de migrants venus des montagnes. On sait que certains ont ensuite réussi à s'intégrer, alors que d'autres sont restés vulnérables. Il convient donc de distinguer des niveaux de vulnérabilité et d'essayer de les remettre en perspective.

Le tableau 3 ci-dessous rappelle la répartition de la population liménienne dans les différents groupes vulnérables identifiés précédemment (voir ci-dessus, carte 4). On a aussi mesuré la répartition des *manzanas* au sein de la ville en fonction des caractéristiques des groupes qui les occupent.

TABLEAU 3 : LES *ASENTAMIENTOS HUMANOS* FACE À LA VULNÉRABILITÉ SOCIO-ÉCONOMIQUE

	Population totale	Population dans les <i>asentamientos humanos</i>	Population hors des <i>asentamientos humanos</i> (ville formelle et informelle)
Forte vulnérabilité	2,14 %	1,74 %	2,48 %
Vulnérabilité moyenne	10,62 %	13,29 %	8,59 %
Vulnérabilité faible	40,91 %	56,64 %	25,86 %
Sans vulnérabilité (supérieur à la moyenne)	37,88 %	28,01 %	47,11 %
Sans vulnérabilité (riches)	8,45 %	0,31 %	15,96 %
Total	100 %	100 %	100 %
	Manzanas	Manzanas dans les <i>asentamientos humanos</i>	Manzanas hors des <i>asentamientos humanos</i> (ville formelle et informelle)
Forte vulnérabilité	7,51 %	5,73 %	9,16 %
Vulnérabilité moyenne	24,04 %	27,34 %	21,62 %
Vulnérabilité faible	36,59 %	48,01 %	24,37 %
Sans vulnérabilité (supérieur à la moyenne)	24,22 %	18,34 %	30,16 %
Sans vulnérabilité (riches)	7,64 %	0,58 %	14,68 %
Total	100 %	100 %	100 %

Sources : données du recensement et Cofopri.

Comme attendu, les populations socio-économiquement vulnérables sont bien plus présentes dans les *Asentamientos Humanos* : 71 % des populations y habitant sont vulnérables, contre 37 % pour le reste de la ville. Néanmoins, les groupes les plus vulnérables n'y résident pas majoritairement. Il s'agit probablement des dernières populations arrivées et

leurs logements ne font certainement pas encore partie des espaces répertoriés par les autorités.

Par contre, et de façon logique, les *Asentamientos Humanos* ne regroupent qu'une partie marginale des populations identifiées comme riches (moins de 4 % des populations riches y résident).

Nous l'avons dit, les populations des *Asentamientos Humanos*, outre leur vulnérabilité socio-économique, sont sujettes à deux autres formes de vulnérabilité. L'accès au foncier laisse toujours l'avenir incertain et très dépendant des politiques menées. Si la tendance semble aller vers la légalisation, on ne peut jamais exclure le retour à des positions plus dures (déguerpissements). Cette vulnérabilité foncière, qui peut elle aussi varier selon les *Asentamientos Humanos*, est accentuée par la vulnérabilité économique. Le manque de ressources rend les situations individuelles plus fragiles.

Enfin, si la vulnérabilité aux phénomènes physiques est partout sensible à Lima (Robert, 2012), une partie des *Asentamientos Humanos* les plus récents, situés à la périphérie, cumulent néanmoins les risques (éboulements en plus des risques sismiques, par exemple). Ces risques physiques sont bien sûr aggravés par la situation foncière et socio-économique, qui empêche l'amélioration de l'habitat, d'une part, et réduit les possibilités de réaction en cas de problème, d'autre part.

La vulnérabilité à Lima est fortement liée au logement. Celui-ci exprime bien la vulnérabilité socio-économique et cristallise les vulnérabilités foncières et physiques. De ce point de vue, l'approche par les *Asentamientos Humanos* nous a semblé pertinente, même si elle nécessite d'être précisée par d'autres données.

Conclusion

La vulnérabilité socio-économique des populations liméniennes présente une géographie particulière, très liée notamment aux *Asentamientos Humanos*. Si leur population est estimée entre 40 et 45 % du total des habitants de Lima, cela ne signifie pas pour autant que la moitié de la population de la ville soit vulnérable ; d'ailleurs, les chiffres n'annoncent aujourd'hui que 30 % de pauvres à l'échelle nationale. La terminologie d'*Asentamientos Humanos* peut être trompeuse : bien qu'il s'agisse initialement de bidonvilles et par extension de logements auto-construits très précaires, les habitations ont évolué au cours du temps. Certains quartiers y ont été consolidés, avec l'aide ou non de la municipalité et de l'organisme Cofopri ; ils font alors partie intégrante de la ville, et le niveau de vie s'y situe généralement à un échelon moyen. Ils peuvent ainsi voir leur situation s'améliorer tant au niveau individuel que du point de vue de la qualité de leur habitat. Le terme d'*Asentamiento Humano* englobe donc des situations très diverses : on y trouve à la fois des populations très pauvres vivant dans un habitat très précaire et des populations moins pauvres vivant dans des logements consolidés. L'ancienneté de l'*Asentamiento Humano* joue d'ailleurs un rôle important dans cette diversité.

Au-delà de la localisation de cet habitat, l'approche géographique nous aiguille vers une dimension supplémentaire de la vulnérabilité : celle liée spécifiquement à l'espace.

En effet, la localisation est à la fois le résultat d'un processus d'inégale répartition des ressources en fonction des capacités économiques de chacun (communément raccourci sous le terme de marché foncier), mais constitue aussi un facteur de ces inégalités en ce qu'il ajoute des vulnérabilités foncières et physiques aux vulnérabilités socio-économiques des habitants.

L'espace n'est pas neutre, puisqu'il nous révèle les processus à l'œuvre : la difficile intégration des migrants ruraux à la ville. Dans le même temps, il joue un rôle actif dans l'aggravation des inégalités, ajoutant des incertitudes liées aux risques physiques et des handicaps d'accès aux services pour des populations aux ressources déjà limitées.

Qu'en sera-t-il demain ? La baisse rapide du taux de pauvreté et les politiques de légalisation peuvent faire espérer une diminution de la vulnérabilité dans ses différentes dimensions. De plus, si la population liménienne continue de croître aujourd'hui, c'est à un rythme moins soutenu. Néanmoins, l'espace viable est désormais totalement occupé, et l'accroissement de la population passe par la densification et/ou la conquête d'espaces non viables (pentes). Au-delà de la lutte contre la pauvreté, la densification et l'amélioration du bâti semblent donc la voie incontournable pour diminuer les vulnérabilités à Lima.

Bibliographie

BARREDA J., RAMÍREZ CORZO D., 2004, "Lima. Consolidación y expansión de una ciudad popular", in Carlos Eduardo Aramburú *et al.*, *Las Ciudades en el Perú*, Lima, Desco, p. 199-218.

BIDOU J.-E. et DROY I., 2012, « Peut-on mesurer la vulnérabilité sociale et économique des ménages et des individus », communication au Colloque organisé par le Gemdev : « La mesure du développement », Paris, p. 1-21.

COURET D., METZGER P. et URBI, 2009, « Réduire les vulnérabilités plutôt qu'éradiquer la pauvreté. Le modèle de développement néolibéral à l'épreuve de la ville des Pays du Sud », *Espace populations sociétés*, n° 2, p. 263-277.

DAVIS M., 2004, "Planet of Slums", *New Left Review*, n° 26, mars-avril (<http://newleftreview.org/II/26/mike-davis-planet-of-slums>).

D'ERCOLE R. et SIERRA A., 2008, « Enjeux urbains contradictoires et vulnérabilité accrue dans un espace marginal péricentral : la rive gauche du Rimac à Lima (Pérou) », *Autrepart*, n° 45, p. 105-122.

DRIANT J.-C., 1989, « Consolidation et reproduction des quartiers populaires, le cas des *barriadas* de Lima (Pérou) », doctorat pluridisciplinaire de l'Université de Paris XII, non publié.

- FERNANDEZ-MALDONADO A.M., 2002, "Changing Spatial Logics in Latin American Metropolises", in M. Carmona, M. Schoonraad (eds.), *Globalization, Urban Form and Governance. Globalization and Urban Transformation*, Delft, DUP Science, p. 163-190.
- GUGLER J., 1997, "Overurbanization Reconsidered", in J. Gugler (ed.), *Cities in the Developing World. Issues, Theory and Policy*, Oxford-New York, Oxford University Press, p. 114-123.
- HERRERA J. et ROUBAUD F., 2003, « Dynamique de la pauvreté urbaine au Pérou et à Madagascar 1997-1999 : une analyse sur données de panel », Document de travail Dial, DT/2003/03, 50 p.
- JALAN J., RAVALLION M., 1997, "Spatial Poverty Traps?", *Policy Research Working Paper Series*, n° 1862, Banque mondiale, p. 1-38.
- MICHEL C., 2012, « Les *Asentamientos Humanos* à Lima : quelles dynamiques d'intégration urbaine ? », mémoire de master 1 « Géographie », spécialité « Structures et dynamiques spatiales », Université d'Aix Marseille (<http://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00750574>).
- PUMAIN D. et SAINT-JULIEN, T., 2001, *Les interactions spatiales*, Paris, Armand Colin.
- RIOFRÍO G., 2003, "Urban Slums Reports: The Case of Lima, Peru", in UN-Habitat/DPU, *Understanding Slums: Case Studies for the Global Report on Human Settlements 2003*, 15 p.
- ROBERT J., 2012, « Pour une géographie de la gestion de crise : de l'accessibilité aux soins d'urgence à la vulnérabilité du territoire à Lima », thèse de doctorat en géographie, Université de Grenoble (<http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00766252>).
- VEYRET Y. et REGHEZZA M., 2006, « Vulnérabilité et risques. L'approche récente de la vulnérabilité », *Annales des mines. Responsabilité & Environnement*, n° 43, juillet, p. 9-13.